

# Chemin de fer Nyon - Saint-Cergue - Morez



## Projet de dédoublement de la voie à Trélex, de construction de la gare du dépôt de Trélex et de transformation/adaptation de la gare de Trélex

Marché pour l'attribution d'un mandat à un groupe pluridisciplinaire de mandataires composé d'un ingénieur civil (pilote), d'un ingénieur en génie ferroviaire, d'un ingénieur en électricité spécialisé en lignes de contact (LC), d'un ingénieur en électricité spécialisé basse tension (BT), d'un ingénieur en circulation/mobilité, d'un architecte, d'un géotechnicien/géologue, d'un ingénieur environnemental et d'un géomètre

### CONDITIONS ADMINISTRATIVES DE L'APPEL D'OFFRES

Procédure ouverte soumise à l'AIMP et aux Accords internationaux sur les marchés publics

Version du 2 septembre 2019

Raison sociale du bureau d'ingénieur civil (pilote) : \_\_\_\_\_

Nom et prénom de la personne de contact : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ E-mail : \_\_\_\_\_

Montant de l'offre TTC (report de l'annexe R1) :	_____.-
Nombre d'heures total :	_____

Date : \_\_\_\_\_ Signature(s) \* : \_\_\_\_\_

\* En signant le présent document, le candidat, représenté par l'ingénieur civil en tant que pilote du dossier, s'engage également sur le contenu de toutes les annexes

## TABLE DES MATIERES

1. PROCÉDURE ET COMPÉTENCES REQUISES.....	Page	3
2. INFORMATIONS GÉNÉRALES .....	Page	4
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	Page	6
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE .....	Page	10
5. ENGAGEMENTS DU CANDIDAT .....	Page	17

### ANNEXES LIÉES AUX ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION DE L'OFFRE

(à retourner complétées à l'adjudicateur)

- Annexe P1 (*attestation sur l'honneur*)
- Annexe P4 (*caractéristiques du candidat*)
- Annexe P5 (*assurance en responsabilité civile*)
- Annexe P6 (*engagement sur l'honneur en matière d'égalité hommes-femmes*)
- Annexe Q1 (*organisation qualité du soumissionnaire*)
- Annexe Q8 (*références*)
- Annexe R1 (*offre d'honoraires totale*)
- Annexe R6 (*planning*)
- Annexe R8 (*répartition des tâches et des responsabilités*)
- Annexe R9 (*qualifications et références des personnes-clés*)
- Annexe R13 (*méthodes et outils de travail*)

### ANNEXES REMISES À CHAQUE CANDIDAT EN LIEN AVEC L'APPEL D'OFFRES

- Cahier des charges technique et ses annexes :
  - Plans d'avant-projet du dédoublement de la voie, y. c. la gare du dépôt
  - Plans d'avant-projet de la gare de Trélex
  - Descriptif résumé du projet
  - Systèmes techniques LC
  - Systèmes techniques gares BT
  - Charte architecturale
  - Planning intentionnel
  - Devis du dédoublement de la voie, y. c. la gare du dépôt
  - Devis de la gare de Trélex

### AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET

- [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (page du canton de Vaud : Loi cantonale sur les marchés publics et son règlement d'application)
- [www.nstcm.ch](http://www.nstcm.ch) (informations générales sur le NStCM))
- <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20002658/index.html> Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand) – RS 151.3
- <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19570252/index.html> Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF) – RS 742.101
- <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19020010/index.html> Loi fédérale sur les installations électriques (LIE) – RS 734.0
- <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19830331/index.html> Ordonnance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer (OCF) - RS 742.141.1
- <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19940082/index.html> Ordonnance sur les installations électriques à courant fort, RS 734.2
- <http://www.bafu.admin.ch/laerm/10526/10527/10989/?lang=fr> Directive sur le bruit des chantiers, OFEV

- <http://www.bafu.admin.ch/publikationen/publikation/00446/index.html?> Directive pour la valorisation, le traitement et le stockage des matériaux d'excavation et déblais (Directive sur les matériaux d'excavation) de juin 1999, OFEFP
- <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19830368/index.html> Dispositions d'exécution de l'ordonnance sur les installations électriques des chemins de fer (DE-OCF) du 1er juillet 2012, 734.42
- <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19830368/index.html> Dispositions d'exécution de l'ordonnance sur les chemins de fer (DE-OCF), SR 742.141.11
- [www.sia.ch](http://www.sia.ch) (commande règlements SIA pour les exigences et directives de construction)
- [www.eca-vaud.ch](http://www.eca-vaud.ch) (directives cantonales sur la prévention des sinistres)

## PLANIFICATION DE LA PROCÉDURE (SOUS TOUTES RÉSERVES)

Date de la publication officielle	Mardi 3 septembre 2019
Délai pour le dépôt des questions des candidats	Vendredi 13 septembre 2019
Réponses de l'adjudicateur aux questions des candidats	Vendredi 20 septembre 2019
<b>Délai pour le dépôt des dossiers</b> <i>(le cachet postal ne fait pas foi)</i>	<b>Lundi 14 octobre 2019 à 11h00</b>
Date de l'audition éventuelle	Mercredi 6 novembre de 13h30 à 17h30
Date envisagée au plus tard pour la décision d'adjudication	Mi-novembre 2019
Date envisagée pour la signature du contrat et le démarrage du mandat	Début décembre 2019

## 1. PROCÉDURE ET COMPÉTENCES REQUISES

La Compagnie du chemin de fer Nyon–Saint-Cergue–Morez (NStCM) lance un appel d'offres de services en procédure ouverte au niveau international pour le projet de doublement de la voie à Trélex, la construction de la gare du dépôt de Trélex et la transformation/adaptation de la gare de Trélex.

La procédure concerne l'attribution de mandats **d'ingénieur civil (pilote), d'ingénieur en génie ferroviaire, d'ingénieur en électricité spécialisé en lignes de contact (LC), d'ingénieur en électricité spécialisé basse tension, d'ingénieur en circulation/mobilité, d'architecte, de géotechnicien/géologue, d'ingénieur environnemental et de géomètre** sous la forme d'un groupement pluridisciplinaire de mandataires co-solidaires (ci-après : groupement, candidat ou soumissionnaire).

Les compétences susmentionnées peuvent être réunies au sein d'un même bureau.

Chaque bureau membre du groupement pluridisciplinaire de mandataires doit remplir les exigences des annexes P1, P5 et P6 et l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date du dépôt de l'offre, d'un diplôme des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date du dépôt de l'offre, au Registre des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement REG A ou REG B de la Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement (<https://reg.ch/registres/registres/>), ou à un registre officiel professionnel étranger jugé équivalent selon l'administration fédérale.

Le bureau d'ingénieur civil (pilote) doit en outre posséder les compétences, expériences et références minimales suivantes, sous peine d'exclusion de l'offre :

- maîtrise de l'étude et de la direction des travaux (phases SIA 31 à 53 selon SIA 112) d'un projet achevé dans le domaine ferroviaire d'un montant total d'au moins 5 millions HT (CFC 1 à 4, hors taxes et hors honoraires) avec au moins une ligne et une gare devant rester en exploitation pendant toute la durée du chantier hormis quelques jours exceptionnels ;
- maîtrise des appels d'offres de travaux ferroviaires en application de la législation sur les marchés publics, en particulier les procédures ouvertes au niveau international (AMP-OMC) et pour certains travaux sur invitation (clause des minimi) selon l'AIMP.

Il appartient au soumissionnaire de proposer ses meilleurs spécialistes (annexe R9) à même d'exécuter les prestations de manière optimale et de proposer un système de management de planification, de gestion de chantier et d'intervention technique optimal et en adéquation avec les exigences environnementales spécifiques à ce projet un début du mandat à partir de décembre 2019 et une mise en exploitation de la double voie et des gares de Trélex pour début décembre 2024 pour le changement d'horaire (voir planning prévisionnel fourni en annexe du dossier d'appel d'offres).

Le chef de projet et le directeur des travaux (personnes-clés principales) devront démontrer leur disponibilité sur toute la durée du projet.

Les membres du groupement de mandataires ayant obtenu le marché relatif à la construction/adaptation/transformation des cinq gares d'Arzier, de Givrins, du Muids, des Plantaz et de Saint-Cergue sont autorisés à répondre au présent appel d'offres. En effet, le Maître de l'ouvrage ne voit pas d'inconvénient à ce que ce soit le même groupement qui remporte les deux projets.

## 2. INFORMATIONS GENERALES

### 2.1 Entité adjudicatrice

**Compagnie du chemin de fer du Nyon – St-Cergue – Morez**

Rue de la Gare 45  
1260 Nyon

### 2.2 Coordonnées du mandataire, organisateur de la procédure

**Vallat Partenaires SA**

Conseils en management de projets et en marchés publics  
Rue des Tuillières 1  
1196 Gland

### 2.3 Nature et importance du marché

#### *2.3.1 Objet, descriptif et coût estimé de l'opération*

La Compagnie ferroviaire Nyon – Saint-Cergue – Morez (NStCM) devra adapter ses horaires en lien avec l'évolution de l'horaire « Grandes lignes » des CFF en 2025 avec les conséquences que cela implique pour son réseau ferroviaire. Elle devra également rendre ses diverses infrastructures conformes à la Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand). Dans ce contexte, le NStCM doit notamment procéder au doublement de la voie à Trélex, à la construction de la gare du dépôt de Trélex ainsi qu'à la construction/transformation/adaptation de la gare de Trélex. Le présent projet comprend aussi l'étude et la réalisation de l'aménagement du carrefour entre un passage à niveau et les routes cantonales 93 et 96. A noter que les constructions/adaptations/transmutations des cinq gares d'Arzier, de Givrins, du Muids, des Plantaz et de Saint-Cergue ont déjà été attribuées dans le cadre d'un autre appel d'offres.

Il convient de noter que d'autres projets connexes ayant fait l'objet d'appels d'offres séparés sont en lien avec le présent appel d'offres à savoir la construction du dépôt de Trélex ainsi que le renouvellement des installations de sécurité sur toute la ligne du NStCM. Le futur adjudicataire devra assurer la coordination avec ces projets, notamment au niveau du planning et de la logistique de chantier.

Il est remis en annexe un cahier des charges technique comprenant 9 annexes comprenant le détail des spécifications relatives au présent marché.

Le montant total des travaux est estimé à CHF 11'816'365.-, CFC 1 à 4, hors TVA et hors honoraires (voir devis détaillés en annexe au cahier des charges technique). Il est indicatif et n'engage pas l'adjudicateur.

Un mandat de BAMO a déjà été attribué pour superviser et coordonner les deux groupes pluridisciplinaires de mandataires en charge respectivement de la construction/transformation/adaptation des cinq gares d'Arzier, Givrins, Le Muids, Les Plantaz et Saint-Cergue (objet d'un autre appel d'offres) et de la gare de Trélex et de son point de croisement dynamique (objet du présent appel d'offres). A noter que ce BAMO n'est pas autorisé à déposer d'offre dans la présente procédure.

Les principales contraintes du présent marché consistent à ne pas perturber l'exploitation des gares et du réseau ferroviaire, mais également à procéder à l'approbation des plans (PAP) auprès de l'OFT, à la levée des charges et aux séances de conciliation avec les opposants au projet.

Dans le cadre de cet appel d'offres, il est demandé aux mandataires de constituer un groupement et de proposer une **offre à coûts et heures plafonnés par phase** sur la base des devis estimatifs des travaux par gare (voir annexes) pour la réalisation complète des phases 4.31 à 4.53 selon SIA 112, respectivement les règlements SIA 102, 103 et 108. Cette offre fera l'objet d'un chiffrage dans l'annexe R1 jointe aux présentes directives administratives.

### **2.3.2 Prestations des mandataires**

Il est prévu une tranche ferme pour les phases de prestations 31 à 33. L'exécution des prestations des phases 41 à 53 est conditionnée à l'obtention des autorisations et de la décision d'approbation des plans par l'OFT.

L'offre devra comprendre toutes les prestations nécessaires et suffisantes pour l'exécution complète du mandat et d'après le coût des travaux déterminant les honoraires.

Les prestations relatives à l'application des dispositions réglementaires et législatives sur les marchés publics, ainsi que les prestations relevant de l'application des exigences des lois, directives et ordonnances devront être comprises dans l'offre d'honoraires.

L'ingénieur civil devra être le planificateur et le coordinateur général du projet pour les phases 31 à 53. Il devra également procéder aux constats avant travaux. Ces prestations doivent être incluses dans l'offre d'honoraires.

L'adjudicateur se réserve la possibilité de compléter le marché après son adjudication pour des prestations en lien direct avec le présent projet, ceci en application de l'article 8 du règlement cantonal sur les marchés publics (726.01.1), lettres g et h. Le cas échéant, l'avenant au contrat sera négocié de gré à gré sur la base de l'offre de base.

### **2.3.3 Délais**

Un planning général du projet est remis en annexe sur la base duquel le concurrent devra proposer une planification détaillée des prestations par phase SIA.

### **2.3.4 Organigramme du projet**

Les autres mandataires spécialisés (par exemple : façadier, architecte-paysagiste, ingénieur AEAI, etc.) nécessaires à la bonne exécution des études et des travaux seront mandatés de gré à gré par l'adjudicateur, ceci pour autant qu'ils soient jugés nécessaires. Le cas échéant, ils devront collaborer étroitement avec l'équipe lauréate adjudicataire du présent marché, en particulier l'ingénieur civil comme coordinateur principal. Sur demande de l'adjudicateur, l'adjudicataire du présent marché peut proposer des bureaux spécialisés à l'issue de la procédure. La décision d'adjudication reste de la compétence de l'adjudicateur.

## **3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **3.1 Délai pour la remise des offres**

Les offres doivent parvenir au plus tard dans le calendrier indiqué en page 3, ceci auprès de l'organisateur de la procédure (chiffre 2.2).

Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Les offres arrivées après le délai fixé seront exclues de la procédure.

Tout comme la preuve d'un diplôme ou de l'inscription sur un registre professionnel, les annexes P1, P5 et P6 du Guide romand sur les marchés publics devront être remises en même temps que l'offre, datées et signées par tous les mandataires.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera intégralement les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai sera exclu de la procédure. Le cachet postal ne fait pas foi pour le respect du délai.

### 3.2 Présentation de l'offre

Le candidat doit déposer son offre originale **sous forme papier en 2 exemplaires et sur un support CD-Rom ou clé USB.**

L'enveloppe portera la mention : « **NStCM – Doublement de voie et construction/transformation/adaptation des gares à Trélex– Offre** ».

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur.

Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le soumissionnaire peut les présenter recto-verso (exemple : 3 pages A4 = 1 page A4 recto-verso + 1 page recto).

Les schémas et croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents devront être soigneusement reliés (spirale) ou intégrés dans un classeur A4, avec de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du candidat et le nom « **NStCM – Doublement de voie et construction/transformation/adaptation des gares à Trélex– Offre** ».

L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information (P-Q-R) avec l'aide d'une table des matières.

### 3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui :

- sont arrivées dans le délai imposé et à l'adresse fixée ;
- sont signées et datées par la ou les personnes responsables de l'offre par procuration ;
- proviennent de bureaux dont le siège social se trouve en Suisse ou dans un pays qui a ratifié l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15 avril 1994 et qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics ;
- sont présentée dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- sont complètes (annexes P-Q-R) selon les indications du présent dossier ;
- respectent les conditions et exigences citées dans le présent document.

### 3.4 Inscription et demande de dossier

Aucun délai et aucune modalité administrative d'inscription n'ont été fixés. En déposant son offre, le candidat est considéré comme inscrit. Le dossier est téléchargeable sur le site internet SIMAP.CH, mais le fait de s'inscrire sur ce site n'équivaut pas à une demande de dossier.

### 3.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription, ni frais de dossier.

### 3.6 Motifs d'exclusion

Outre les motifs de non recevabilité de son offre suite à la vérification des conditions fixées dans le présent document, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier.

### 3.7 Conflit d'intérêt

Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, une entreprise, un collaborateur ou un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation, de la direction du NStCM ou du conseil d'administration. En cas de doute, le site de la SIA ([www.sia.ch](http://www.sia.ch)) rubrique « Concours » → « Lignes directrices », possède un document qui rappelle les conditions du conflit d'intérêt.

Il appartient au concurrent de l'annoncer au plus vite à l'adjudicateur mais au plus tard au moment du dépôt de son offre. Le cas échéant, l'adjudicateur remplacera le membre du Comité d'évaluation concerné pour autant que celui-ci ne soit pas l'organisateur de la procédure. S'il s'agit d'un membre de la direction ou du conseil d'administration, ce dernier se récusera lors des prises de décision.

### 3.8 Incompatibilité

Liste des bureaux pré-impliqués qui sont autorisés à participer à la procédure :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
Marc Ruetschi SA Architecte	Auteur de la charte architecturale
Jacques Ansermet Sàrl	Elaboration des plans d'avant-projet de dédoublement de la voie et de la gare de Trélex

Toute personne et bureau pré-impliqués dans le cadre de ce projet, sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Ils ne peuvent donc transmettre ces informations à des bureaux tiers sans en informer l'organisateur de la procédure. Ils peuvent être sollicités à soutenir le maître de l'ouvrage ou l'organisateur de la procédure pour les réponses aux questions des concurrents.

Liste des bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure :

Nom de la personne, de l'entreprise ou du bureau	Type de prestation
BG Ingénieurs Conseils SA	BAMO du projet de construction/transformation/adaptation des gares du NStCM
Vallat Partenaires SA	Organisateur de la procédure d'appel d'offres

Pendant la procédure, le fait qu'un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure.

L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts à l'encontre du bureau qui a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela a apporté un préjudice important pour le Maître de l'ouvrage, notamment de devoir renouveler l'appel d'offres.

### 3.9 Nombre d'offres

Un bureau d'ingénieur civil, un bureau d'architecte, un bureau d'ingénieur en électricité basse tension et un bureau de géomètre ne peuvent participer qu'à un seul groupement pluridisciplinaire de mandataires.

Un bureau d'ingénieur en électricité ligne de contact, un bureau d'ingénieur en circulation, un bureau d'ingénieur géotechnicien/géologue et un bureau d'ingénieur en environnement peuvent participer à plusieurs groupements pluridisciplinaires de mandataires, mais au maximum à 3.



Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale pour la même compétence.

Toutefois, un spécialiste pour une compétence au sein d'un bureau ne pourra participer qu'avec ce bureau.

Les bureaux ou entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect de ces conditions entraînera l'exclusion de toutes les offres concernées.

### **3.10 Association de bureaux**

L'association de bureaux pour la même compétence n'est pas admise. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre concernée. Par contre, un bureau peut regrouper toutes ou certaines compétences.

### **3.11 Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise. Le non-respect de cette condition entraînera l'exclusion de l'offre.

### **3.12 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché**

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échanges de courrier, est le **français**.

### **3.13 Devise monétaire applicable**

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le **Franç suisse (CHF)**.

### **3.14 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Le droit d'auteur reste acquis au prestataire qui exécute la prestation. Le Maître de l'ouvrage possède un droit d'usage libre et unique dans un format exploitable des documents et plans qui sont élaborés par le prestataire qui a été payé pour ladite prestation. Les documents qui sont remis pour l'offre du candidat restent confidentiels et demeurent la propriété de l'adjudicateur pour la durée de la procédure jusqu'à et y compris l'extinction complète de toute voie de recours.

### **3.15 Durée de validité de l'offre**

La durée de validité de l'offre est jusqu'au **31 décembre 2021**.

Passée cette échéance et pour autant que le contrat n'ait pas été signé auparavant, l'offre sera automatiquement adaptée au 1<sup>er</sup> janvier 2022 selon l'évolution de l'indice de référence du SECO relatif aux prestations de services de construction durant l'année 2021, et ainsi de suite d'année en année.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le candidat durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

### 3.16 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises et ne seront pas prises en considération.

### 3.17 Indemnisation

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre, ceci même si la procédure devait être abandonnée ou interrompue.

### 3.18 Marché divisé en lots

Le marché n'est pas divisé en lots. Le candidat a l'obligation de fournir une offre pour l'ensemble du marché mis en concurrence.

### 3.19 Option de mandat

L'adjudicateur se réserve la possibilité de compléter le marché après son adjudication pour des prestations en lien direct avec le présent projet, notamment des prestations supplémentaires imprévisibles, ceci en application de l'article 8, alinéa 1 du Règlement cantonal d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics. Le cas échéant, l'avenant au contrat sera négocié de gré à gré sur la base de l'offre de base.

### 3.20 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

### 3.21 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

## 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

### 4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.1994 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et l'Union européenne, entré en vigueur le 1.06.2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.1995 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.1986 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 6.10.1995 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001 ;
- la Loi cantonale vaudoise sur les marchés publics (LMP-VD) et son règlement d'application (RLMP-VD).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

## 4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des soumissionnaires à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du soumissionnaire ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

## 4.3 Visite du site d'exécution

Il n'est pas organisé une séance d'information ou de visite du site. Le site est accessible en tout temps, mais il est demandé aux visiteurs de restreindre leurs investigations et visites aux limites publiques.

## 4.4 Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée dans le calendrier de la page 3, ceci auprès de :

**Sur le site Internet [www.simap.ch](http://www.simap.ch) ou à [office@v-partenaires.ch](mailto:office@v-partenaires.ch)**

**Avec la mention « NStCM – Doublement de voie et construction/transformation/adaptation des gares à Trélex– Questions ».**

Seules les coordonnées ci-dessus font foi.

Les mandataires pré-impliqués, les membres du comité d'évaluation, les membres de la direction et du conseil d'administration du NStCM ne sont pas autorisés à répondre directement aux questions des candidats.

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises sous la forme électronique (sur le site internet SIMAP.CH ou par e-mail).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone, comme il se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui pourra être téléchargé sur le site internet SIMAP.CH cinq jours ouvrables après le délai pour poser les questions. Dans ce sens, l'adjudicateur recommande aux candidats de conserver leur code d'accès au site Internet fourni par ce dernier après que le candidat s'y soit inscrit.

## 4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à l'organisateur de la procédure, ceci au plus tôt après toutes les démarches de clarification et les auditions.

#### 4.6 Audition des candidats

Une éventuelle audition des candidats sera organisée à la date indiquée dans le calendrier de la page 3. L'adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler les auditions s'il estime qu'elles ne sont pas nécessaires pour prendre sa décision, voire de n'auditionner que les candidats ayant des chances réelles d'obtenir le marché. Comme il se réserve le droit de réaliser autant d'auditions qu'il le souhaite si cela se justifie pour prendre une décision objective. Le cas échéant, l'adjudicateur informera ultérieurement chaque candidat du lieu, de l'heure exacte et de la durée de son audition, ainsi que les thèmes qui seront abordés.

Avant, pendant et après l'audition, le candidat ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les candidats et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre. Le déroulement de l'audition est identique pour tous les soumissionnaires.

L'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Certaines questions peuvent porter sur les conditions contractuelles.

#### 4.7 Critères d'adjudication

CRITERES & ELEMENTS D'APPRECIATION	POIDS
<b>1. PERSONNES-CLÉS *</b>	<b>25 %</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualifications et expériences des personnes-clés désignées pour l'exécution du marché (annexe R9)</li> </ul>	
<b>2. MONTANT DES HONORAIRES</b>	<b>25 %</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Offre d'honoraires (annexe R1)</li> </ul>	
<b>3. ORGANISATION DU CANDIDAT *</b>	<b>25 %</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité des bureaux à assumer le mandat (annexe P4)</li> <li>Organisation qualité du candidat (annexe Q1)</li> <li>Répartition des tâches et des responsabilités (annexe R8)</li> <li>Planification du mandat (annexe R6)</li> <li>Méthodes et outils de travail (annexe R13)</li> </ul>	
<b>4. RÉFÉRENCES DES BUREAUX *</b>	<b>15 %</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Qualité et adéquation des références des bureaux (annexe Q8)</li> </ul>	
<b>5. TEMPS CONSACRÉ POUR L'EXÉCUTION DU MARCHÉ</b>	<b>10 %</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'heures nécessaires pour l'exécution du marché (annexe R1)</li> </ul>	

\* Critère éliminatoire selon les conditions fixées au chiffre 4.17.

Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, l'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire pour départager les candidats, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence. Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères.

#### 4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre, ainsi que sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. Elle n'est basée que sur des critères annoncés aux candidats préalablement et est placée sous la responsabilité du comité d'évaluation.







L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

Si deux ou plusieurs soumissionnaires se trouvent dans une situation de quasi-égalité de points (moins de 10 points d'écart sur 500), l'adjudicateur choisira le soumissionnaire qui a obtenu la meilleure note sur le premier critère. Si les soumissionnaires ont obtenu la même note, le 2<sup>ème</sup> critère sera pris en considération.

#### 4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 selon la recommandation du Guide romand :

**Annexe T1**

<b>Barème des notes</b>		
<b>0</b>		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
<b>1</b>		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
<b>2</b>		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
<b>3</b>		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
<b>4</b>		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
<b>5</b>		Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

*CROMP - Guide romand pour les marchés publics*

Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 signifie qu'il n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé ou que le contenu de son offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Les notes sont également dépendantes de la comparaison avec les autres candidats.

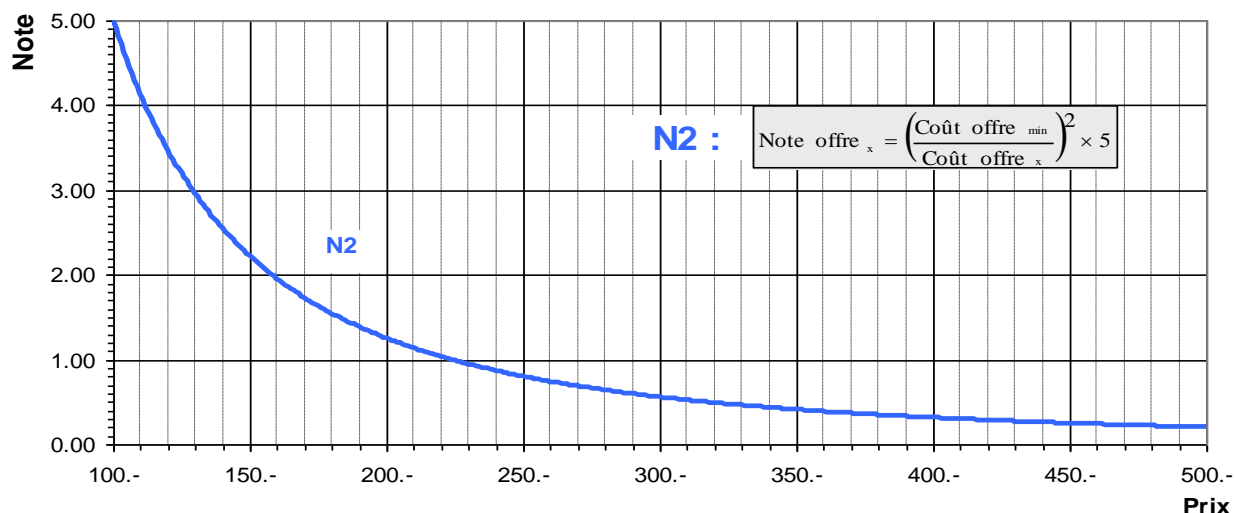
La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3,46), notamment pour la notation du prix et du temps consacré (nombre d'heures).

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères ou les éléments d'appréciation. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

#### 4.10 Notation du prix

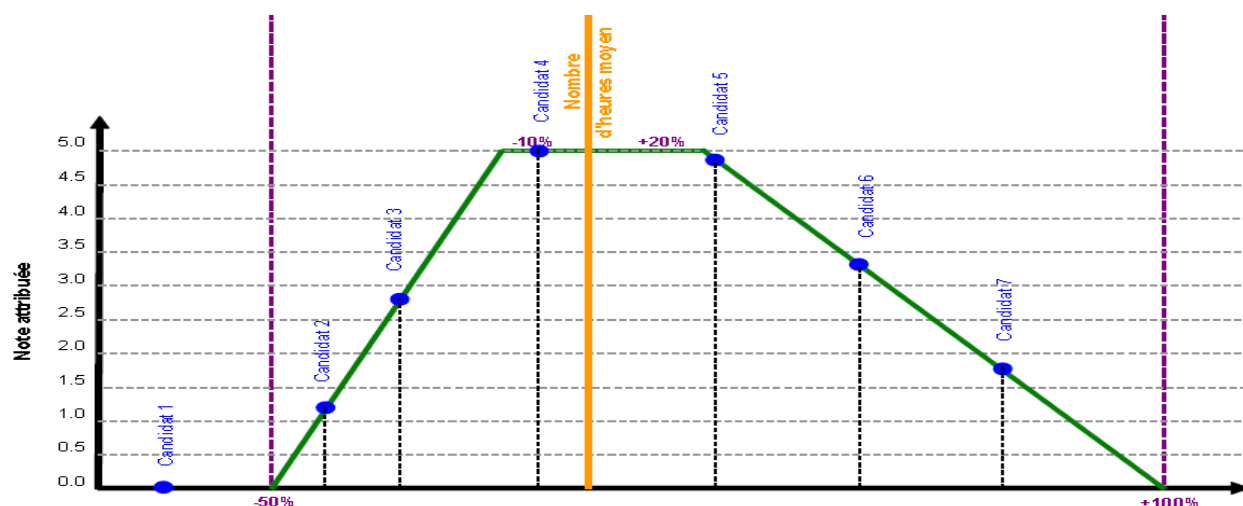
La notation du prix se fera selon la méthode **T2 du Guide romand** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2.

$$\text{Note offre}_x = \left( \frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre}_x} \right)^2 \times 5$$



#### 4.11 Notation du temps consacré pour l'exécution du marché

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera selon la méthode **T4 du Guide romand** :



En tenant compte de la moyenne des heures ou des jours proposés par les candidats pour exécuter le marché. Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur fixe de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (normalement -10 à +20%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà d'un certain pourcentage (normalement -50% à +100%) de part et d'autre de la moyenne. Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur si le nombre d'offres déposées est < 5.

#### 4.12 Comité d'évaluation

L'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom et nom	Titre / fonction / profession
M. Jean-Michel Frossard	Directeur adjoint, ing. civil HES et CAS en génie ferroviaire, NStCM
M. Daniel Dell'Agnolo	Ingénieur électricité, NStCM
M. Julien Delessert	Chef du groupe Génie ferroviaire, BG Ingénieurs Conseils
M. Patrick Vallat	Architecte HES et économiste EIL, Vallat Partenaires SA

Les membres suppléants sont les suivants :

Prénom et nom	Titre / fonction / profession
M. Antonio Bilardo	Président du Conseil d'administration du NStCM
M. Richard Zaugg	Directeur, ingénieur EPFL en mécanique, NStCM
M. Angelo Autullo	Responsable infrastructures, ingénieur en génie civil HES, NStCM
M. Jérôme Frachebourg	Chef de projet, Vallat Partenaires SA

Le Comité se réserve la possibilité de s'entourer de spécialistes-conseils s'il le juge nécessaire pour expertiser les offres.

#### 4.13 Modifications de l'offre

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmis à l'adjudicateur.

#### 4.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires. Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre. Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les candidats soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande. Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les candidats.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel. Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, il procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les candidats de sa décision avec mention des voies de recours.

#### 4.15 Interdiction des négociations

Jusqu'à et y compris la décision d'adjudication, l'adjudicateur ne procédera à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, il peut inviter chaque candidat concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

L'interdiction de négociation n'empêche, par ailleurs, pas l'adjudicateur de procéder à une épuration des offres aux fins d'être en mesure de les comparer de manière objective.

#### 4.16 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

#### 4.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur exclura les offres qui n'ont pas reçu au moins la note 3 sur les critères d'adjudication avec astérisque dans le tableau du chiffre 4.7. S'il devait constater qu'aucun candidat ne serait adjudicataire en appliquant ces règles, il se réserve le droit de prendre une décision d'interruption et de renouvellement de la procédure, s'il le juge nécessaire et si la planification du projet le permet, voire de procéder ensuite à une adjudication de gré à gré en application de l'article 8 alinéa 3 lettre a du Règlement d'application de la loi vaudoise sur les marchés publics.

Le cas échéant, ces décisions sont sujettes à recours.

#### 4.18 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères indiquant les résultats de tous les candidats.

#### 4.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

#### 4.20 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- Le contenu du dossier d'appel d'offres (à compter de sa réception) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois, avenue Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas. Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions.

La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire. Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.



#### 4.21 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication et interruption du contrat

Il est prévu un contrat selon le modèle SIA 1001/1 à montant et total des heures plafonnés par phases 31 à 41 (tranche ferme) et 51 à 53 (tranche conditionnelle). Il sera élaboré par le groupement suite à la décision d'adjudication sur la base des présentes conditions d'appel d'offres et après discussion des options de mandat.

Suite aux rentrées de soumissions, tant que le montant du devis général révisé sur la base des offres de travaux adjudgées reste dans une fourchette de plus ou moins 10% par rapport au coût des travaux déterminant annoncé dans le présent appel d'offres, le contrat ne pourra pas être modifié. Au-delà de la fourchette précitée, le montant des honoraires sera adapté sur la base du mode de calcul des honoraires remis avec l'offre.

Outre le contrat SIA 1001/1 qui sera signé entre le groupement et le MO, il sera demandé à l'adjudicataire du marché de mettre en place un contrat de société simple selon le modèle SIA 1001/2 pour une Communauté de mandataires.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel de la part de l'adjudicateur, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Les frais accessoires et divers, y compris les déplacements et la copie de tous les documents, y compris sous forme héliographique, seront rémunérés à forfait à hauteur de 4% du montant hors TVA des honoraires facturés. Ne sont pas inclus les échantillons de matériaux et les maquettes qui, le cas échéant seront commandés et facturables séparément.

Les factures seront payées dans un délai de 45 jours calendaires à compter de la date de réception de la facture.

Il est précisé qu'en cas d'interruption imprévue du mandat ou de fin anticipée du contrat, le groupement ne pourra pas prétendre à une indemnisation pour les phases SIA non réalisées ou que partiellement réalisées. Il sera payé sur la base des prestations dûment effectuées.

Le contrat peut être résilié à tout moment si les conditions de réalisation du projet ne sont plus faisables, si le projet est abandonné ou si les prestations du groupement ne satisfont pas le MO, sans que le groupement ne puisse revendiquer une indemnisation ou contrepartie financière. Seules les prestations commandées et réellement effectuées à la date de la décision de résiliation seront prises en compte par l'adjudicateur et pourront faire l'objet d'une facturation.

Une modification de la composition du groupement pluridisciplinaire de mandataires par rapport à celle annoncée lors du dépôt de l'offre n'est par principe pas admise, tout comme le remplacement des personnes-clés. Seules sont admises les modifications pour cause de force majeure (par exemple : faillite ou sursis concordataire d'un des membres du groupement, départ inopportun d'une personne-clé, etc.), ceci à la condition que le groupement présente rapidement un nouveau bureau ayant une capacité et des références au moins équivalentes ou une nouvelle personne-clé qui a au moins les mêmes qualifications, compétences et expériences. Dans le cas contraire, l'adjudicateur prendra à l'encontre du groupement adjudicataire une décision de révocation de la décision d'adjudication et de rupture de contrat pour juste motif.

## 5. ENGAGEMENTS DU SOUMISSIONNAIRE

En signant la page de garde et en déposant son offre, le candidat certifie qu'il a pris connaissance des conditions de la procédure et qu'il en accepte le contenu sans réserve.

Le candidat peut formuler ses commentaires par écrit, sur l'une ou l'autre des conditions et dans le même délai que pour le dépôt de l'offre. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puisse vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, le cas échéant ;
- d) il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- e) il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement.
- f) il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. Et, en conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- g) il met en place les personnes clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- h) il confirme qu'il n'est pas impliqué à juste titre dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; il garantit également que tel n'est pas le cas pour les sous-traitants auxquels il entend faire appel ;
- i) il accepte que son résultat, notamment les notes attribuées par critère, soit transmis aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- j) il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- k) en remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, après la décision d'adjudication, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. Il appartient donc au soumissionnaire de poser toute question d'éclaircissement. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- l) il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques ;
- m) il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou les critères d'aptitude et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- n) il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres.